

# Pascal Lamy quitte une OMC enlisée

LE MONDE | 30.08.2013 à 12h02 • Mis à jour le 30.08.2013 à 12h24 |

Par **Alain Faujas** (/journaliste/alain-faujas/)



Fidèle à son inclination à gauche, le directeur général obtient que les membres de l'OMC dégagent une enveloppe pour aider les pays les plus démunis à faire du commerce. | REUTERS/STR

Vraiment, non, "assurer l'ouverture du commerce multilatéral n'est pas une mince affaire". Dans son discours d'adieu prononcé le 24 juillet devant le conseil général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avant son départ du poste de directeur général, dimanche 1<sup>er</sup> septembre, Pascal Lamy a laissé percer une pointe d'amertume.

Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en vous [abonnant à partir de 1€/ mois](http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTNEA) (http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOTNEA) | [Découvrez l'édition abonnés](#) (/abonne/)

**Lire : [OMC : Roberto Azevêdo, le diplomate brésilien qui devra "ramer"](http://www.lemonde.fr/economie/article/2013/08/30/omc-roberto-azevedo-le-diplomate-bresilien-qui-devra-ramer)** (/economie/article/2013/08/30/omc-roberto-azevedo-le-diplomate-bresilien-qui-devra-ramer\_3468885\_3234.html)

Il voulait tant faire avancer le multilatéralisme en civilisant la mondialisation, quand il prit ses fonctions le 1<sup>er</sup> septembre 2005 ! Il croyait - et croit encore - au cercle vertueux de l'ouverture des échanges commerciaux, qui déclenche la spécialisation des pays dans ce qu'ils font le mieux, qui accroît leur efficacité, qui dope leur croissance et qui débouche sur le mieux-être de leur population .

Hélas, la fin des années 2000 a vu un formidable basculement géopolitique et géoéconomique des pays riches vers les pays pauvres se conjuguer à la plus grande crise financière depuis 1930. Et paralyser l'OMC, changée en une sorte de Gulliver ligoté par des Lilliputiens protectionnistes.

De 2005 à 2008, Pascal Lamy s'échine à redynamiser le cycle de Doha lancé dans la foulée du 11 septembre 2001. Pour détourner les habitants des pays en développement des tentations terroristes nées du désespoir, la communauté internationale imagine alors de faire profiter leurs économies de l'enrichissement qu'offre un meilleur accès au commerce mondial.

## **RAPPROCHER DES POINTS DE VUE ANTAGONISTES**

Dans les grandes lignes, il s'agit pour les pays développés de se consentir des abaissements de droits de douane réciproques, en permettant aux économies plus fragiles de se protéger de cette libéralisation un peu plus longtemps.

Objectif : que les pays industrialisés ouvrent leur agriculture et que les pays en développement libéralisent le secteur industriel. Quatre ans après le début des négociations, quand Pascal Lamy prend ses fonctions, les blocages n'ont pas permis d'avancer .

Fort de son expérience des négociations européennes, Pascal Lamy, qui se veut un *"facilitateur"*, travaille intensément à rapprocher des points de vue antagonistes. Il négocie par cercles concentriques, de façon à amener ses 159 membres à se rallier aux positions d'équilibre atteintes par le noyau central (Etats-Unis, Union européenne , Chine, Japon , Inde et Australie ).

Il est à deux doigts de parvenir à conclure la plus vaste négociation commerciale de l'Histoire. Mais, le 29 juillet 2008, il doit se rendre à l'évidence : les Etats-Unis et l'Inde ne s'accorderont pas sur les protections que cette dernière réclame pour son agriculture. Toutes ses tentatives pour rallumer la flamme seront vaines.

*"Pascal Lamy n'est pour rien dans cet échec, explique Patrick Messerlin , du Groupe d'économie mondiale (GEM) de Sciences Po. A la différence de ce qui se passe au Fonds monétaire international ou à la Banque mondiale, le directeur de l'OMC ne détient pas le pouvoir . C'est un diplomate comme les autres. En l'occurrence, les jeux étaient faits, car les Etats-Unis ne croyaient plus qu'au bilatéralisme commercial, obsédés par la menace d'une Chine d'autant plus redoutable qu'elle entendait bénéficier, pour ses 700 millions d'habitants misérables, des protections réservées aux pays pauvres."*

Effectivement, en sept ans, la donne a été chamboulée. En 2001, quand Pékin adhère à l'OMC et que débute le cycle de Doha, la Chine et les autres émergents sont considérés avec une certaine commisération par les pays industrialisés, prêts à leur laisser le temps de s'adapter aux exigences de la concurrence mondiale. En 2008, l'invasion des produits des pays émergents est devenue si dommageable pour les Etats-Unis, l'Europe et leurs emplois qu'il n'est plus question de leur consentir le moindre traitement de faveur.

## BLOQUER POUR OBTENIR DES COMPENSATIONS

Comme le souligne Pascal Lamy, les membres de l'OMC ne parviennent pas à répondre à la question qui conditionne toutes les négociations : *"La Chine est-elle devenue un pays riche avec beaucoup de pauvres ? Ou reste-t-elle toujours un pays pauvre, mais avec beaucoup de riches ?"*

Si l'OMC s'embourbe, c'est aussi parce que ses accords doivent être adoptés à l'unanimité, Trinité-et-Tobago disposant du même poids que la Chine. Le principe est clair : rien n'est acquis tant que tout le monde n'est pas d'accord sur tout.

Les petits pays sont donc tentés de bloquer pour obtenir des compensations ; l'agriculture prend en otage l'industrie et réciproquement ; de minuscules groupes de pression qui s'estiment menacés persuadent leur gouvernement de refuser des concessions, même mineures. La négociation est devenue impossible, sous l'effet d'une procrastination permanente et générale qui résulte de cet embrouillamini.

Réélu sans adversaire en 2009, Pascal Lamy comprend que les "grands paquets" ne sont plus de saison et qu'il doit adopter une tactique de petits pas. Il persuade le G20 de confier à l'OMC la surveillance de la poussée protectionniste qui commence à se faire sentir avec la récession qui suit la crise financière. Deux à trois fois par an, un rapport pointe du doigt ceux qui haussent leurs droits de douane, manipulent leurs normes et installent des quotas aux frontières pour défendre leurs productions nationales. Le Brésil et l'Inde se signalent par leur politique de fermeture.

Fidèle à son inclination à gauche, le directeur général obtient que les membres de l'OMC dégagent une enveloppe pour aider les pays les plus démunis à faire du commerce, en améliorant les qualifications de leurs douaniers ou en les dotant de laboratoires efficaces pour vérifier la conformité de leurs produits avec les normes de sécurité en vigueur dans les pays importateurs.

### "UNE BALLE DANS LE PIED"

Il se mobilise pour la *"facilitation des échanges"*, partant du constat que se battre pour l'abaissement des droits de douane n'est pas suffisant. Les formalités de douane prennent du temps et coûtent de l'argent : à Singapour, le dédouanement d'un conteneur nécessite quatre formulaires et 450 dollars ; dans tel pays africain, il faut dix formulaires et 4 000 dollars. Si tous les pays harmonisaient, simplifiaient et informatisaient leurs procédures de franchissement de frontières, *"cela économiserait la moitié des coûts actuels, soit quelque 1 000 milliards de dollars"*, dit Pascal Lamy. La réunion ministérielle de Bali, en décembre, en décidera.

Enfin, le directeur général alimente significativement l'argumentaire de l'OMC en prouvant que les chaînes de valeur bouleversent le calcul des échanges et renvoient le protectionnisme - *"un concept réactionnaire"* - au rayon des antiquités. Autrefois, chaque pays produisait tout, de A à Z. Il était aisé de

connaître sa valeur ajoutée pour l'économie nationale.

Aujourd'hui, les composants d'un iPhone viennent du monde entier, et pas seulement de la Chine qui les assemble. Autrement dit, jadis, il était aisé de bloquer les importations en provenance de pays concurrents. Désormais, taxer les apports étrangers revient à *"se tirer une balle dans le pied"*, ironise Pascal Lamy : *"Le contenu en importations d'un produit d'un pays est passé de 20 % il y a vingt ans à 40 %, et il devrait atteindre 60 % dans vingt ans."*

*"Il a tiré le maximum d'un espace limité, n'hésitant pas à bousculer les barrières que les plus frileux des membres de l'OMC voulaient préserver"*, conclut un ambassadeur européen à Genève. Ajoutons que, depuis 2005, l'OMC compte onze membres de plus, que le commerce mondial a doublé malgré une chute de 12 % en 2009 sous l'effet de la crise, et que les pays émergents ont affiché des taux de croissance spectaculaires jusqu'à cette année.

Mais Pascal Lamy, multilatéraliste dans l'âme, ne saurait s'en satisfaire . C'est pourquoi il a lancé en guise d'adieu à ses pays membres : *"Vous devez voir plus loin que vos intérêts."*